

Le pouvoir aux travailleurs

08 JANVIER 2012

N° 178

PRIX : 100 Fr

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES VOEUX DU PRESIDENT C'EST UNE CHOSE, LES ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS C'EN EST UNE AUTRE !	2 - 3
- LUMINAIRES ET FEUX D'ARTIFICES D'UN COTE; MISERE ET DESOLATION DE L'AUTRE	6
- SANS EAU NI ELECTRICITE, LA POPULATION D'UN SOUS-QUARTIER DE PORT-BOUET CRIE SA COLERE	6
- ZONE INDUSTRIELLE DE VRIDI : CALVAIRE DES TRAVAILLEURS DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN	7 - 8
- SUITE A SON AGRESSION, UN TRAVAILLEUR MEURT PAR MANQUE DE SOINS !	8
- SINA PLAST : 22 EMBAUCHES, LE COMPTE N'Y EST PAS !	9
- SINA PLAST : UNE PETITE FETE PLEINE DE SENS	9
- DARLING : LE DEBRAYAGE REMET LE PATRON A SA PLACE	10
- CNPS : LA LUTTE DES ACCIDENTES DU TRAVAIL A PAYE	10
- SOTACI : IL FAUT UNE AUGMENTATION CONSEQUENTE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !	11
- NIGERIA : LA PAUVRETE S'AGGRAVE, LES VIOLENCES INTER RELIGIEUSES RESURGISSENT.	12

E d i t o r i a l

LES VOEUX DU PRESIDENT C'EST UNE CHOSE,
LES ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS C'EN EST UNE AUTRE !

A l'occasion de la nouvelle année, Ouattara a présenté son traditionnel « *message à la nation* ». Il a appelé à « *l'Union* » des « *ivoiriens* ». C'est le même genre de discours que ses prédécesseurs prononçaient en pareille occasion. Il cache une duperie destinée à faire croire aux travailleurs et aux couches populaires que leurs intérêts et ceux de la classe des riches sont communs alors que dans la réalité ils sont contradictoires. Si on prend l'exemple des salaires on s'aperçoit que les patrons ont intérêt à ce qu'ils soient au plus bas pour que leurs profits soient au plus haut. Mettre de l'argent supplémentaire dans le but d'améliorer les conditions d'existence de leurs salariés est considéré par les capitalistes comme des "dépenses" qu'il faut comprimer au maximum alors que pour les travailleurs c'est vital pour leur vie et celle de leurs familles. Comment alors une « *union* », pourrait-elle être possible quand les intérêts des uns et des autres sont ainsi diamétralement opposés ?

Quand Ouattara dit qu'il est « *déterminé à créer les conditions d'emploi pour tous ceux qui ont la volonté et le courage d'avancer dans la vie* » il fait plaisir au patronat car cela signifie : maintien des bas salaires, précarité des travailleurs, cadences de travail élevées, conditions de travail pénibles, etc. c'est-à-dire autant de « *conditions* » intéressantes pour l'exploiteur ! Mais les travailleurs, eux, ils ont besoin d'une revalorisation conséquente et immédiate de leurs salaires permettant de subvenir aux besoins de leurs familles car ils sont dépassés depuis des années par le coût élevé de la vie. Ils ont besoin de conditions de travail dignes, des logements décentes avec des loyers accessibles pour les petits revenus !

Ouattara dit que « *l'Etat travaille avec dévouement pour alléger les souffrances de tous les ivoiriens* ». Mais Qu'a-t-il donc fait pour les travailleurs depuis qu'il tient les rênes du pouvoir ? A-t-il augmenté les salaires ? A-t-il obligé les industriels et les commerçants à baisser leurs marges bénéficiaires pour permettre à la grande majorité de la population de ne pas crouler dans la misère ? A-t-il obligé les entreprises à régulariser l'embauche de centaines de milliers de travailleurs qui sont maintenus injustement au statut de journalier à vie ? Dans ce domaine comme dans bien d'autres son gouvernement poursuit la même politique que celle de son prédécesseur Gbagbo. Parce que tous, autant qu'ils sont, ils ont en commun d'être avant tout au service des intérêts des capitalistes.

Alors, quand ils disent qu'ils œuvrent dans l'intérêt des « ivoiriens », il s'agit toujours des intérêts des possédants. Le gouvernement est toujours aux petits soins envers eux. Par exemple, ceux d'entre eux qui ont subi des pertes durant la crise ont été sinon indemnisés ou tout au moins les procédures ont été mises en place pour réparer le tort, sous forme d'annulation des arriérés d'impôts et/ou d'exonérations de ceux à venir. En revanche quel travailleur peut dire qu'il a été indemnisé des pillages et des pertes qu'il a subies? Le gouvernement n'a même pas obligé les patrons à payer les salaires perdus des travailleurs durant cette période, ce qui ne serait pourtant que justice !

C'est aussi pour contenter les plus riches que sous prétexte d'assainissement, le gouvernement a chassé les pauvres qui survivent en faisant du petit commerce sur les bords des trottoirs. Comment doivent-ils faire maintenant pour subvenir à leurs besoins ?

Pour faire semblant d'accorder quelques faveurs aux couches pauvres, le gouvernement a mis un « *numéro vert* » gratuit à la disposition de la population pour soi-disant lutter contre la cherté de la vie et lui permettre de « *dénoncer les abus* » sur les prix. Mais c'est quoi un « *abus* » ? Est-ce que un litre d'huile vendu à 1100 Fr ou 1200 Fr - le prix actuel chez les commerçants - c'est de l'abus, quand on sait que même à 500 Fr le litre, elle serait déjà trop chère pour bien de familles ? On pourrait dire la même chose pour le riz, le savon, le sucre, etc ! Ce genre de mesure ne lui coûte rien et n'a aucune efficacité pour faire face à la vie chère.

Concernant les logements, le gouvernement dit qu'il en construira 40 mille pour loger les pauvres. En voilà donc une bonne idée ! Mais qu'il commence donc par augmenter tout de suite les salaires des travailleurs ! Ceux du bâtiment par exemple, qui fabriquent toutes sortes de logements, n'ont même pas aujourd'hui les moyens de payer le loyer de leur petit logement, et d'ailleurs, même pas suffisamment de quoi se nourrir convenablement !

Autant dire que les capitalistes et l'Etat a leur service ne prennent en compte les intérêts des pauvres que lorsqu'ils sont contraints par la mobilisation et par la lutte des travailleurs; lorsque ceux-ci bloquent le commerce, les banques, les industries, les ports, les transports, etc, C'est la seule arme des travailleurs pour faire valoir leurs intérêts.

SIKENSİ : AFFRONTEMENT INTERETHNIQUE PROVOQUE PAR LES AGISSEMENTS DES FRCI

Seulement deux semaines après les évènements meurtriers de Vavoua dans lesquels les FRCI étaient impliqués, d'autres éléments FRCI ont commis les mêmes crimes, cette fois-ci, dans le département de Sikensi.

Ce samedi 24 décembre, un jeune originaire de la ville s'est rendu dans un maquis pour prendre un verre. Il a rencontré une ancienne connaissance qui y est serveuse. Dans la joie des retrouvailles, la serveuse s'est assise sur ses jambes. Cette position va rendre jaloux un élément FRCI.

Il casse alors une bouteille sur le crâne du jeune et le poignarde à plusieurs reprises dans ses côtes et au ventre. Le blessé reçoit les premiers soins dans une clinique de la place avant d'être transporté en famille. Quelques heures plus tard, il s'évanouit et est ramené dans la même clinique, puis aux urgences du CHU de Yopougon. Suite à cet évanouissement, une rumeur va parcourir la ville, annonçant la mort du jeune homme. Et comme déjà la population en avait assez des agissements de ces derniers, qui tuent, rackettent ou occupent des maisons des gens sans vergogne, ce fut la goutte d'eau de trop.

Le jour de Noël, une marche spontanée est organisée par les jeunes pour dire « *trop c'est trop, FRCI hors de Sikensi !* » ; « *On ne veut plus*

FRCI chez nous ! ». Cette marche a commencé devant le maquis où le jeune homme a été blessé. Quelques Frci ont accepté d'encadrer la marche. Après plus d'un Km, lorsque la foule nombreuse a atteint le niveau de la petite gare routière, d'autres Frci sont sortis de nulle part et ont ouvert le feu. Il y a eu une trentaine de blessés graves par balles. Les manifestants ont été poursuivis jusqu'à l'intérieur des quartiers. Dans cette débandade, des jeunes d'origine Dioula semblerait-il, sont venus en renfort aux Frci et se sont attaqués aux biens en pillant et brûlant maquis, magasins et domiciles supposés appartenir à des membres de la communauté Abidji.

La colère est montée d'un cran dans le camp des jeunes Abidji. Ce fut finalement un affrontement intercommunautaire entre les deux groupes ethniques qui aurait fait sept morts dont trois Frci. Neuf jours plus tard, un autre jeune est décédé de ses blessures parce que ses parents le soignaient à l'indigénat par manque de moyens.

Suite à ces évènements, les autorités sont allées faire leur ballet habituel pour calmer les choses. Il y règne un calme précaire. Mais la colère n'a pas encore baissé. Les quatre grands quartiers ont subitement créé leur marché pour abandonner le marché principal. Les différentes communautés poursuivent les rencontres pour ramener la paix et que celle-ci puisse être durable.

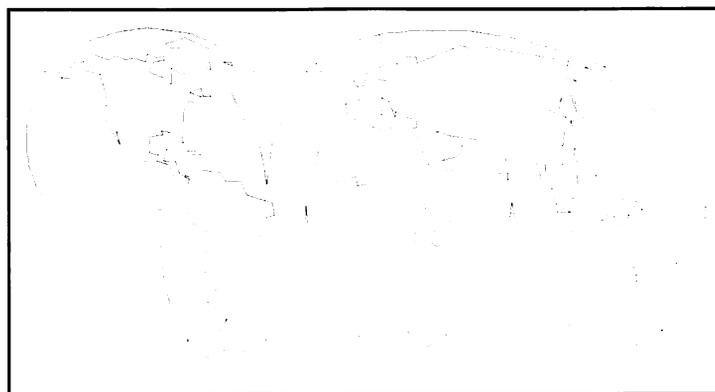
TANT QUE CA RESTE DES PROMESSES, CA NE COUTE RIEN !

Lors des ses vœux de fin d'année, Ouattara a encore promis la sécurité, le travail, la santé, etc.

Pour l'instant, toutes ces promesses n'ont pas empêché l'aggravation de la misère pour la grande partie de la population avec l'augmentation des prix des produits de première nécessité. A la place de la sécurité qui leur avait été promise c'est toujours l'insécurité dans les quartiers.

A la place d'emplois, c'est le licenciement de près de 150 travailleurs au port d'Abidjan qui fait suite aux licenciements de plus de deux cents agents de la RTI, il n'y a pas longtemps. Quant au tapage médiatique sur la politique de soins gratuits, les gens ne sont pas mieux soignés qu'auparavant.

On est loin des déclarations de bonnes intentions des gouvernants.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

L E U R S O C I E T E

LUMINAIRES ET FEUX D'ARTIFICES D'UN COTE; MISERE ET DESOLATION DE L'AUTRE

Cette année, à l'approche des fêtes de fin d'année, certaines artères de la commune du Plateau ont été parées de luminaires avec à l'appui deux feux d'artifice les nuits du 30 et 31 décembre 2011.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette opération est un franc succès pour le pouvoir en place. Des foules se sont déplacées et continuent encore de le faire pour aller voir les luminaires du Plateau. Le jour du réveillon de la saint Sylvestre, une foule compacte s'est amassée depuis la place de la République jusqu'à la cathédrale Saint Paul et même au-delà. Cette foule a afflué de tous les quartiers d'Abidjan par voitures, motos et même à pieds.

Cette foule était surtout composée de femmes de tout âge avec souvent des enfants et des jeunes. Les jeux de lumière et les feux d'artifice ont offert aux populations

quelques moments d'évasion et de rêverie féerique en cette fin d'année. Des mères de familles ont dépensé des économies durement acquises pour aller voir le spectacle que ces décorations constituent. Mais elles reviennent vite à la réalité quand l'heure de rentrer chez soi sonne.

Car dans les quartiers d'où elles viennent, les rues ne sont pas pavées ; il n'y a pas d'égouts ; les services de ramassage d'ordures n'y vont presque plus ; l'électricité y est rare de même que l'eau potable. Les enfants sont parqués dans des salles de classes surchargées, les hôpitaux sont dépourvus de médecins et de médicaments et le chômage fait ravage. Les loyers, le transport, le prix du riz, de la viande, de l'huile, du sucre et de bien d'autres denrées de consommation se sont emballés et ne cessent de grimper. Les salaires, eux sont figés depuis des lustres.

SANS EAU NI ELECTRICITE, LA POPULATION D'UN SOUS-QUARTIER DE PORT-BOUET CRIE SA COLERE

Mobilbois est un secteur de Jean Folly situé sur la voie de Port-Bouët menant vers Grand-Bassam. Dans ce sous-quartier, les coupures d'eau et d'électricité sont choses courantes. Mais, dans le mois de décembre, il y a eu une coupure générale d'électricité qui a duré plusieurs jours, et ce malgré les démarches auprès de la CIE. Les habitants ont fini par comprendre que seule une manifestation pouvait amener les autorités à sortir de leur

indifférence. Alors, le 5 janvier, au même moment où le gouvernement faisait son opération de charme autour d'une équipe de football, les habitants manifestaient en bloquant la voie reliant Abidjan à Grand-Bassam. Grâce à cette manifestation, le directeur de la CIE locale a dû emmener une équipe de techniciens pour parer au problème. Un exemple à suivre pour d'autres quartiers qui vivent le même calvaire.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ZONE INDUSTRIELLE DE VRIDI : CALVAIRE DES TRAVAILLEURS DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

Pour les dockers du port, les ouvriers de la zone industrielle de Vridi et les petits employés de bureau, se rendre au travail ou en revenir relève d'un véritable parcours du combattant tant les transports en communs sont rares. Par exemple, pour un travailleur habitant Abobo et qui doit commencer son boulot à 7h30, il doit se réveiller au plus tard à 5h du matin. S'il se réveille à 6h, c'est le retard assuré, sauf miracle. Car à partir de 6h30, il est très difficile d'avoir un véhicule. Le soir, s'il descend à 17h, il ne rentrera pas chez lui avant 20h.

La Sotra, l'unique entreprise étatique des transports publics, défaillante déjà depuis plusieurs années, l'est encore plus aujourd'hui. Il est très fréquent aujourd'hui, même aux heures de pointe, d'attendre le bus plus d'une heure. Conséquence, le bus qui s'aventure à l'arrêt est pris d'assaut par la masse de passagers et est bondé à craquer. Il faut se battre pour monter, car si on le rate, il va falloir encore attendre une autre heure avec un peu de chance. Tout le monde est en sueur tellement il y fait chaud. Pendant le trajet, des voleurs profitent des bousculades pour délester des gens de leur porte-monnaie ou de leur téléphone portable. Les quelques bus dont les autorités nous ont annoncé l'arrivée en grande pompe à la télé, à la radio, dans les journaux, représente une goutte d'eau dans la mer. L'arrivée de ces véhicules a peu d'incidence sur la situation, tellement les besoins sont énormes.

Le taxi compteur est inaccessible pour des petites gens. D'Adjamé à Vridi, il faut déboursier la somme de 2000 F ou 2500 F. Ca, c'est

le salaire d'une journée de travail d'un manoeuvre au Port. Il arrive que des gens s'associent à quatre pour prendre le taxi. Mais même là, il faut déboursier au moins 500 F. Ce qui n'est pas à la portée de tous.

Quelques Gbakas, pour pallier le manque de bus s'aventurent sur cette voie. Mais c'est au risque de se faire racketter ou encore de se faire confisquer les pièces du véhicule car cette voie leur est interdite par les autorités pour préserver le monopole de l'entreprise d'Etat, la Sotra. Néanmoins, ils y vont quand même. Avec le tarif de 300F, supérieur de 100 F au tarif du bus (200 F), on préfère le Gbaka car on voyage assis. Il y a moins de sueur, moins de fatigue, moins de risque de vol... Mais là aussi, il y a des problèmes. Le premier problème c'est qu'aux heures de pointe, avec la grande affluence des passagers, ces transporteurs font de la surenchère. Normalement le trajet, c'est d'Adjamé à Vridi-Iran. Mais à ces heures plus aucun Gbaka ne fait le trajet en complet. La plupart s'arrête au port de pêche, d'autres vont un peu plus loin, c'est-à-dire après le pont de Vridi. Pour avoir un Gbaka qui fait le trajet en complet, il faut attendre les environs de 10 heures quand l'affluence se sera estompée. Le soir, c'est la même chose. Le Gbaka n'a pas de terminus fixe. S'il parvient à faire le plein au niveau du Grand Moulin, il fait demi-tour. Si c'est au port de pêche qu'il fait le plein, c'est demi-tour. Donc ceux qui sont plus loin doivent attendre que les Gbakas fassent le ramassage des passagers en amont avant d'espérer en avoir. Et comme les bus sont rares, ou bien quand il y en a, ils sont déjà pleins à

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

craquer, il faut attendre jusqu'à 20 heures pour avoir un Gbaka pour un travailleur qui se trouve par exemple après le pont de Vridi. S'il veut partir avant, il lui faut marcher pendant 30 mn jusqu'au port de pêche. Même là il n'est pas sûr d'en avoir. Certains choisissent d'attendre. Les plus impatients continuent la marche jusqu'à la gare de Bassam où il est un peu plus facile d'avoir un véhicule, même si ce n'est pas évident. Le deuxième problème, c'est que les

forces de l'ordre s'adonnent à la traque des Gbakas sur ce tronçon puisque ça leur est interdit. Mais pour ces hommes en treillis, il s'agit plus d'une occasion pour racketter que de faire appliquer le règlement. L'un dans l'autre, ils rendent la situation des travailleurs encore plus difficile. Quand ils sont là, c'est la catastrophe. Les Gbakas ne veulent plus prendre cette voie. Déjà lorsqu'il y a des Gbakas, c'est difficile. Imaginez maintenant sans les Gbakas.

SUITE A SON AGRESSION, UN TRAVAILLEUR MEURT PAR MANQUE DE SOINS !

Revenant du boulot dans la nuit du 30 décembre, un travailleur d'une société de gardiennage a été agressé par des bandits dans la commune de Cocody les deux Plateaux. Ces derniers, après l'avoir dépouillé de tout ce qu'il possédait, l'ont sauvagement battu et abandonné dans un état critique dans la rue. Des agents de la même société en patrouille l'ont retrouvé presque mort. Ceux-ci pour sauver la vie de leur collègue, ont fait tous les trois Chu (Yopougon, Cocody et Treichville) et même l'hôpital militaire d'Abidjan pour le faire soigner.

Mais dans chaque centre hospitalier, les agents de santé leur faisaient entendre qu'ils n'avaient ni médicaments ni matériels pour s'occuper de lui. Ses collègues ont alors décidé de le conduire à la direction de leur entreprise dans l'espoir qu'un des responsables le ferait soigner dans une clinique. Ses collègues, de retour de patrouille le lendemain, le retrouvent mort. Il avait été abandonné à son triste sort sans soins.

Ceci a suscité une vive colère des agents contre les responsables. Pour justifier leur indifférence, ces derniers disent qu'ils n'ont reçu aucune consigne pour faire face à de tels cas. Alors que, selon les vigiles, la direction leur a imposé une assurance dont les frais leur sont prélevés chaque mois sur leur salaire.

Le cas de ce travailleur montre à quel point les patrons ont du mépris pour les travailleurs et les populations pauvres. La vie des travailleurs ne compte pas pour grande chose. Tout ce qui les intéresse ce sont les profits qu'ils peuvent tirer de leur travail.

Les autorités sont très généreuses en discours et promesses surtout lorsque cela ne leur coûte rien. Après avoir chanté dans tous les médias la politique de soins gratuits, elles n'ont rien fait pour les hôpitaux qui manquent toujours de médicaments et de matériels, et ce sont les travailleurs et les populations pauvres qui payent de leur vie l'irresponsabilité de l'Etat.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SINA PLAST : 22 EMBAUCHES, LE COMPTE N'Y EST PAS !

A Sina Plast est une usine de plastique située dans la zone industrielle de Yopougon. A après la grève du mois d'octobre, le patron avait promis des embauches. Le mardi 3 janvier, la direction a affiché une liste de 22 travailleurs qui étaient sous contrat ou journalier.

Un travailleur raconte :

« Lors de cette grève, le point principal de notre revendication était l'embauche de tous les travailleurs. En recevant une délégation des grévistes, la direction avait promis d'embaucher à partir du mois de janvier 2012. Mais on est loin du compte. Le nombre de 22 travailleurs sur les 340 est insuffisant. D'ailleurs sur les 22 c'est seulement 5 qui sont en embauche fixe avec un contrat à durée indéterminée. Les 17 autres dont 8 femmes, sont sous contrat à durée déterminée d'un an.

C'est vrai qu'ils ne sont plus journaliers, mais c'est une étape probatoire où tout peut arriver.

Quant à la grande masse des journaliers qui attendent, la direction a promis de faire d'autres embauches dans un bref délai. Mais là-dessus, elle n'a pas été précise et n'a pas indiqué de date. Dans l'ensemble, nous ne sommes pas satisfaits et cela se fait ressentir par la grogne des travailleurs. Pour le moment nous avons demandé à nos délégués d'aller rencontrer le PDG pour lui faire connaître nos revendications.

C'est suite à cette rencontre que nous allons nous prononcer car nous sommes conscients que le peu d'embauches obtenues l'a été au bout de la grève de trois jours. Donc l'espoir est permis si nous restons unis et mobilisés».

SINA PLAST : UNE PETITE FETE PLEINE DE SENS

Suite à la grève que nous avons menée au début du mois d'octobre 2011, la direction, surtout le PDG, a promis de nous donner quelque chose pour nous permettre de passer une bonne fête de fin d'année. Il ne nous a donné que 750.000 mille francs à répartir entre plus de 360 personnes.

Cela fait à peine 2.083 francs par personne. Ce qui ne vaut même pas le prix d'un poulet de chair. Néanmoins nous avons décidé de faire une petite fête qui nous regroupe tous autour d'une table pour sceller encore plus, l'union entre nous.

Les travailleurs étaient contents car depuis les jours de grève, cela faisait deux mois que pareille occasion ne s'était pas présentée. Ce fut en quelque sorte la célébration de la lutte mais aussi un moyen de renforcer la cohésion entre nous. Nous en sommes sortis regonflés et ressoudés pour les luttes futures qui nous attendent. Car nous savons que ce geste ne coûte absolument rien au patron. Par contre, embaucher un grand nombre de travailleurs, augmenter les salaires ou déclarer les travailleurs à la CNPS, sont des points sur lesquels il est nécessaire que le patron cède.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : LE DEBRAYAGE REMET LE PATRON A SA PLACE

Le 30 décembre, le sous directeur de l'usine a voulu porter la main sur un travailleur qu'il accusait d'être trop bruyant aux heures de travail. Il a même tenté de le trainer de force dans le bureau du chef du personnel. C'est au vu de ce geste barbare et révoltant que les travailleurs de cette section se sont attroupés autour du patron. Ce dernier a pris peur et s'est enfui pour se réfugier dans son bureau.

Mais le 4 janvier dernier, il récidive en demandant au chef du personnel de licencier notre collègue. Quand les travailleurs de la section

machiniste ont appris cette nouvelle, ils ont tous arrêté le travail en soutien à leur collègue. Toute l'usine fut ainsi bloquée de fait. Et c'est quand le directeur de l'usine lui-même est arrivé, qu'il a débloqué la situation. Il a annulé la procédure de licenciement. Finalement le collègue s'en est tiré avec quelques jours de mise à pied.

Cette reculade du patron a revigoré les travailleurs et remonté leur moral. Ça discute par-ci par-là de l'éventualité d'une grève pour demander une embauche pour tous et une augmentation conséquente de salaire.

CNPS : LA LUTTE DES ACCIDENTES DU TRAVAIL A PAYE

Le 27 décembre, les accidentés de travail ont fait une descente en force à la direction de la CNPS au Plateau. Ils réclamaient le versement de leurs indemnités.

En effet, cela fait plusieurs mois que ces travailleurs accidentés attendaient leur argent. Mais à chaque fin de mois, la CNPS leur demandait de patienter. Elle les faisait tourner en rond jusqu'à ce que ce jour là, ils crient leur colère. Fatigués de fausses promesses faites par la CNPS, ils se sont passés le mot pour se retrouver à la direction, au Plateau. Ils sont venus de toutes les sous-directions d'Abidjan.

Arrivés aux environs de 10 heures, ils ont demandé aux vigiles de fermer les grilles et la porte d'entrée. Ainsi, personne ne pouvait ni sortir ni entrer. Une fois l'entrée occupée, ils ont commencé à manifester avec des pancartes sur lesquelles ils avaient écrit : « *CNPS, les accidentés ont*

faim », « *CNPS, trop c'est trop on veut notre argent* » « *CNPS caisse de prévoyance ou d'appauvrissement !?* »

Au début, la direction a voulu faire diversion en leur demandant de retourner à leur base, que la paie y avait commencée. Mais aussitôt les travailleurs appelaient leurs collègues restés sur place. C'était un mensonge, et la colère montait chez les travailleurs.

Jusqu'à 14 heures les employés de la direction étaient toujours cloîtrés à l'intérieur. C'est aux environs de 15 heures que la paie débuta effectivement dans les différentes bases. Et c'est à l'annonce de cette bonne nouvelle que les travailleurs ont libéré les lieux.

Cette petite victoire grâce à la mobilisation des accidentés montre bien que pour le monde du travail, seule la lutte paie !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SOTACI : IL FAUT UNE AUGMENTATION CONSEQUENTE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

Les travailleurs de Sotaci viennent d'obtenir une augmentation de 13 000 F par mois en plus du déblocage des catégories. Pour le moment, cette augmentation ne concerne que les embauchés. Mais la mobilisation continue pour étendre cet acquis aux contractuels et aux journaliers qui en sont exclus. Voici le témoignage d'un travailleur :

« C'est depuis l'année 2001 que nous sommes parvenus à obtenir la signature d'un protocole d'accord avec la direction concernant la réévaluation des salaires. Mais depuis cette date, rien n'a été fait. Le déclenchement de la guerre en 2002 avait servi de prétexte aux patrons pour nous faire patienter. Ils ont même réussi quelques temps après à rejeter la question de l'augmentation aux oubliettes. Ainsi ils croyaient la partie gagnée définitivement.

Mais de retour à l'usine après la crise post - électorale de 2011, notre revendication concernant l'augmentation des salaires fut aussitôt remise sur la table. Il n'était plus question pour nous d'attendre encore plus longtemps car la patience a des limites.

Au début, la direction toujours avec arrogance, faisait la sourde oreille. Nous décidâmes alors de passer à la vitesse supérieure. Les

réunions se multiplièrent, la mobilisation monta d'un cran, l'union était au rendez-vous, une grève qui paralyserait toutes les activités de l'entreprise était même en vue.

Face à cette mobilisation qui montait, la direction sentant la menace, a vite fait de se ressaisir et a reculé en proposant l'augmentation de 13 000 F.

Pour quelques uns d'entre nous, une minorité, cette augmentation était bonne à prendre. Mais pour les autres, de loin, la majorité, le compte n'y était pas. Un préavis de grève fut alors déposé.

Finalement, après plusieurs négociations, nous avons fini par accepter l'augmentation proposée par la direction mais à condition que les catégories soient débloquées ».

C'est à contre cœur que les travailleurs ont accepté cette petite augmentation. Il faut rappeler que ceux-ci réclamaient au moins 250 000 F de salaire par mois et que cela fait 10 ans que cette revendication a été posée. De plus la direction aurait dû normalement calculer cette augmentation à compter de 2001, ce qui n'est pas le cas.

Mais ce n'est que partie remise car même avec cette augmentation, le salaire des travailleurs reste un salaire de misère.

**NIGERIA : LA PAUVRETE S'AGGRAVE,
LES VIOLENCES INTER RELIGIEUSES RESURGISSENT.**

Des attaques, incendies et assassinats ciblés contre des chrétiens ont fait en l'espace de deux semaines plusieurs dizaines de morts au Nigeria. Ces tueries ont été nombreuses dans les Etats du Nord du pays, mais des attentats à la bombe et à l'arme automatique, ont également été perpétrés contre des églises et des temples chrétiens dans le centre du pays et aussi près d'Abuja, la capitale fédérale. Une secte islamiste nommée Boko Haram (affiliée à Aqmi, Al-Qaïda au Maghreb islamique) implantée dans le Nord majoritairement musulman a revendiqué ces attentats qui ont commencé à la période de Noël et qui ont repris après le 4 janvier à l'expiration d'un ultimatum fixé par cette secte pour que les chrétiens quittent le Nord.

Le Nigeria est un grand pays peuplé de 160 millions d'habitants. Son sous-sol regorge de pétrole exploité depuis 1956 par plusieurs firmes multinationales telles que Shell, Exxon Mobil, Total. Les puits de pétrole sont concentrés essentiellement dans le delta du fleuve Niger, situé dans le Sud du pays. En contre partie du pillage auquel elles se livrent, ces compagnies pétrolières concèdent quelques royalties à la dictature en place pendant que l'immense majorité de la population survit dans des conditions difficiles avec moins de un dollar par jour. Les régions du nord, plus désertiques et dépourvues de puits de pétrole, bénéficient moins que celles du sud des retombées de la manne

pétrolière qui pour l'essentiel est accaparée par la couche privilégiée qui gravite autour du dirigeant actuel du pays Goodluck Jonathan, chrétien et originaire de la région du Delta.

Cela favorise sans doute un sentiment de frustration des notables et des couches privilégiées du Nord qui s'estiment lésées par rapport à leurs homologues du Sud. Elles revendiquent à la fois l'application de la charia islamique et la mise en place de mesures de « *rééquilibrage économique* », sous forme d'une nouvelle répartition des revenus. En quelque sorte ce sont les aspirations de ces classes riches que les extrémistes du Boko Haram expriment en perpétrant des attentats et des exactions contre la minorité chrétienne résidant dans le Nord.

Les populations pauvres du Nigeria que les fondamentalistes veulent dresser les unes contre les autres n'ont aucun intérêt à les suivre dans cette voie. Qu'ils soient habillés en boubou, en tenue militaire ou en costume trois pièces, qu'ils soient musulmans, animistes ou chrétiens, les privilégiés de ce pays ont des intérêts fondamentalement opposés à ceux des classes pauvres qu'ils exploitent. Qu'ils soient originaires du Nord ou du Sud, les travailleurs ont tout intérêt à chercher les chemins de leur unité pour une vie meilleure et pour une société débarrassée du pillage des richesses du sous-sol et de l'exploitation capitaliste.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.